

La prochaine présidentielle ne se gagnera pas au centre

di Manuel Cervera-Marzal

Selon le sociologue, il sera plus judicieux, dans la dynamique du futur second tour, de remobiliser ceux qui ne votent pas ou peu (jeunes, classes populaires, France périurbaine) plutôt que de partir à la conquête d'un électorat centriste déçu et rétréci

Depuis un demi-siècle, une évidence stratégique s'est progressivement imposée : c'est au centre que se gagne l'élection présidentielle. Héritée des années 1970 et consacrée par des précédents historiques – de Valéry Giscard d'Estaing à Emmanuel Macron –, cette thèse repose sur un constat banal : au second tour, la victoire revient à celui qui parvient à agréger au-delà de son camp, en séduisant les électeurs centristes.

Elle s'est confirmée en 2012 comme en 2017 : deux candidatures issues du Parti socialiste ont triomphé en occupant cet espace médian.

Il serait absurde de nier la part de vérité contenue dans ce diagnostic. Le système institutionnel de la V^e République, fondé sur le scrutin majoritaire à deux tours, incite à la modération et à l'élargissement. Le second tour ne consiste pas à choisir son candidat idéal, mais à arbitrer entre deux options imparfaites. Dans ce cadre, les reports de voix en provenance du centre ont longtemps constitué un levier décisif.

Mais ce schéma appartient désormais au passé. La configuration politique et sociale a changé. S'y accrocher aujourd'hui, c'est raisonner avec des outils périmés.

D'abord, parce que le centre lui-même s'est désagrégé. Le bloc qui avait permis les victoires de 2017 et de 2022 n'a jamais été homogène. Il reposait sur une coalition fragile. Or, les données d'opinion montrent que cet espace s'est à la fois rétréci et déplacé. Selon le baromètre de la confiance politique du Cevipof, la part des Français se positionnant explicitement « *au centre* » est en recul sur la dernière décennie, passant de 20 % en 2015 à 12 % désormais.

Parallèlement, entre 2017 et 2022, la proportion d'électeurs macronistes se déclarant à droite est passée de 27 % à 45 %, tandis que ceux se situant à gauche ont été divisés par deux (de 38 % à 19 %). Le centre s'incline de plus en plus vers la droite. Enfin, dans le même temps, la confiance dans le pouvoir exécutif s'est effondrée, atteignant un niveau historiquement bas – autour de 11 %.

Cet espace a donc fondu comme neige au soleil, tout en se durcissant idéologiquement. Il ne constitue plus un réservoir électoral, mais un segment réduit, socialement situé et déjà en partie capté par la droite.

Ensuite, la sociologie électorale du pays a évolué dans un sens que les lectures dominantes peinent à saisir. La France est traversée par un paradoxe étonnant, et largement inaperçu – quoique bien documenté par les sciences politiques : elle vote à droite, mais pense de plus en plus à gauche. Les enquêtes longitudinales, celles de Vincent Tiberj notamment (*La Droitisation française, mythe et réalités*, PUF, 2024), montrent que les préférences en matière de redistribution, de services publics et de protection sociale restent élevées, tandis que les valeurs culturelles d'égalité et de tolérance n'ont cessé de progresser. Un exemple parmi beaucoup d'autres : l'acceptation de l'homosexualité est passée de moins d'un tiers de la population au début des années 1980 à près de 90 % aujourd'hui.

Ce décalage s'explique par un phénomène connu des sociologues : l'« *abstention différenciée* ». Les catégories les plus favorables à des politiques égalitaires – jeunes, classes populaires, habitants des périphéries des grandes métropoles – sont aussi celles qui participent le moins aux scrutins. A l'inverse, les catégories les plus aisées votent davantage, offrant une représentation amplifiée aux préférences conservatrices. Ainsi, les résultats électoraux reflètent moins l'état réel de l'opinion que la composition sociale des votants.

C'est ici que se joue le déplacement stratégique majeur, en particulier pour la gauche. Si la victoire ne peut plus venir d'un centre affaibli et droitisé, elle peut en revanche émerger d'une mobilisation accrue de ces électorats aujourd'hui partiellement silencieux. Les données sont claires : les jeunes générations penchent à gauche. En outre, les abstentionnistes ne forment pas un bloc homogène et définitivement retiré du

jeu politique : 4 abstentionnistes sur 5 sont des abstentionnistes intermittents, qui se mobilisent lorsque l'enjeu leur paraît décisif.

Possibles retournements spectaculaires

Or, dans l'époque actuelle, la participation électorale est de plus en plus sensible aux dynamiques de campagne. L'histoire récente des démocraties occidentales montre que des retournements spectaculaires sont possibles en quelques semaines, voire en quelques jours. En France, l'entre-deux-tours constitue un moment de fluidité maximale, où les comportements se recomposent rapidement, a fortiori en période de polarisation. Dans ces moments, des segments entiers de l'électorat, habituellement abstentionnistes, peuvent se mobiliser massivement.

Enfin, les prédictions – des sondeurs, des journalistes, mais aussi des sciences économiques et sociales – sont de moins en moins fiables. Elles sous-estiment systématiquement les électeurs les moins politisés et surestiment ceux qui participent régulièrement. Cette asymétrie donne l'illusion d'une domination inéluctable des droites, alors que les transformations sociales, démographiques et économiques qui travaillent en profondeur le pays vont dans un sens opposé.

Dans ce contexte, continuer à penser la victoire électorale à partir du seul centre revient à ignorer la principale réserve de voix disponible. Le cœur de la stratégie ne peut plus être la conquête des déçus du macronisme ou des électeurs modérés. Elle doit être la remobilisation de ceux qui ne votent pas, peu, ou par intermittence. Comme le montrent les travaux du sociologue Tristan Haute, ils sont nombreux et prêts à bousculer les coordonnées du jeu électoral.

Ainsi, la présidentielle ne se gagnera pas en haut, en s'adressant de manière feutrée aux électeurs centristes. Elle se gagnera en bas : chez les jeunes, dans les classes populaires, dans les quartiers racisés, parmi les abstentionnistes. Pas en leur formulant des promesses que les vainqueurs des élections respectent rarement, mais en les réintégrant pleinement et dès maintenant dans le jeu démocratique.

Manuel Cervera-Marzal est sociologue, professeur à l'université de Liège et chercheur au Fonds national de la recherche scientifique belge (FNRS).